

A/PM/2022/09/004

## REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT 59 AVENUE PIERRE AZEMA

	<p>Le Maire de Montagnac</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6.</li><li>• Vu le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12.</li><li>• Vu l’instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties.</li><li>• Vu l’article R 610-5 du code pénal.</li><li>• Vu la demande d’arrêté municipal de police de la circulation en date du 05/092022 De Monsieur PICHARDO</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>Concernant son emménagement Au n°59 Avenue Pierre Azéma Du mardi 13 septembre 2022, 9h00 au mercredi 14 septembre 2022, 18h00</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Considérant que le stationnement des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion.</li><li>• Considérant qu’il y-a lieu d’apporter des restrictions au stationnement à cette occasion.</li></ul>
<b>ARTICLE 1</b>	<p>Le stationnement sur les deux places de parking situées devant le n°59 Avenue Pierre Azéma sera interdit</p> <p style="text-align: center;"><b>Du mardi 13 septembre 2022, 9h00 au mercredi 14 septembre 2022, 18h00</b></p> <p>Les places de parking seront réservées à Monsieur PICHARDO pour stationner un camion afin de faciliter son emménagement.</p>
<b>ARTICLE 2</b>	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place <u>par le pétitionnaire</u> pour permettre l’application et le respect de cet arrêté, huit jours avant le jour d’intervention.</p>
<b>ARTICLE 3</b>	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l’exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.  
Notifié le :

Fait à Montagnac, le 05/09/2022  
Le Maire  
Yann LLOPIS

